

DOCUMENTS JUDICIAIRES ET PRIVÉS DE PRATIQUES ÉCONOMIQUES DE LA SOCIÉTÉ RURALE

Par YVES CASTAN (Univ. Toulouse)

L'argument de cette note provient de réflexions et de recontres provoquées par une étude de mentalité des Languedociens du 18^e siècle, pour la plupart ruraux ou en tout cas subordonnés très directement aux conditions de vie du monde rural: comment concilier la faiblesse des rémunérations ou des rentes, la précaire disposition de liquidités monétaires avec l'entretien d'un niveau de vie de subsistance, d'aisance ou même de relative ostentation? Comment l'homme aux quarante, aux cent ou aux deux-cents écus de ressource annuelle pouvait-il accorder sa dépense individuelle à des prix de service ou de marché qui correspondraient aujourd'hui à des pouvoirs d'achat individuels de l'ordre de 1000, 2500 ou 5000 francs par an?

Les documents de justice étudiés fournissaient dans la relation des éléments de la vie quotidienne des possibilités de réponse liées à trois facteurs décisifs: l'importance du marché d'occasion, les modalités de l'emprunt et de l'endettement, la composition économique des postes de dépenses et de recettes.

Les transactions les plus fréquemment rapportées concernent des objets, ustensiles ou matériaux ayant déjà fourni un usage plus ou moins long: outils, meubles, équipages, vêtements, matériaux de construction sont constamment présentés selon leur nature à des réparations, refontes, remplois accompagnés de cessions ou de reventes qui les transmettent à des usages ou à des usagers plus modestes.

Pour les aliments, les fibres textiles, les animaux utiles, la recherche de la bonne occasion pallie dans des cas très nombreux l'impossibilité technique ou biologique de réutilisation: céréales pauvres, mixtures, criblures, laines ou chanvres défectueux, bêtes déficientes ou affamées, voire estropiées, pourvoient aux besoins des humbles ou à ceux des riches ou des aisés pour leurs serviteurs ou leurs protégés.

Le travail humain lui-même est sollicité pour de basses rémunérations dans les périodes creuses de l'activité agricole ou auprès de personnes qui n'élèvent pas leurs prétentions au-delà du simple entretien de leurs forces. Toutes les classes de la société sédentaire recourent à l'une ou l'autre de ces pratiques et elles sont aussi nécessaires aux gens bien établis qu'aux plus démunis car les premiers utilisent toujours les seconds et qu'ils réservent à un petit nombre d'objets de faste et de prestige, en dehors de leurs acquisitions foncières, les marges d'aisance dues à une économie parcimonieuse...

La pénurie d'argent est beaucoup plus constante et généralisée que celle des vivres et des biens usuels. Peu de paiements sont acquittés au comptant. Si certains délais sont prévus jusqu'à la récolte prochaine d'autres courent bien au-delà et la patience des créanciers est inévitable dans un milieu de connaissance où l'exigence rigoureuse semblerait inhumaine. Une compensation s'établit d'ailleurs et si la richesse interdit devant l'opinion l'âpreté du recouvrement elle autorise par l'assurance de son crédit la lenteur des paiements et déconseille les réclamations. Il est convenu que le riche ne presse pas le pauvre dans le besoin mais aussi qu'il est indécent de solliciter trop tôt une solvabilité qui ne donne pas d'inquiétude. Le recours à la caution d'emprunt, si elle multiplie pour les humbles les devoirs de gratitude et de fidélité, donne au prêteur une sécurité qu'il engage à la mansuétude.

EVOLUCION DE LAS ESTRUCTURAS AGRARIAS EN LA CASTILLA MODERNA: EL EJEMPLO DE LA BUREBA

Por JEAN-PIERRE AMALRIC y FRANCIS BRUMONT (Univ. Toulouse)

El estudio de las sociedades agrarias preindustriales ha sido operado preferentemente a base de fuentes más o menos continuas de tipo "sériel". Pero existen otras fuentes que recogen unos datos imprescindibles para cualquier análisis de las estructuras de aquellas economías y sociedades. Nos referimos a esas empresas del Estado moderno con vistas a la medida cuantitativa de las fuentes de riqueza, así demográficas como económicas: censos, vecindarios, relaciones, expedientes de todo tipo. En el caso de la Castilla del Antiguo Régimen, dos épocas aparecen privilegiadas desde este punto de vista: el reinado de Felipe II con sus *Relaciones topográficas*, bien conocidas ya¹ y sus *Expedientes de Hacienda* menos aprovechados todavía²; y el de Fernando VI a mediados del siglo XVIII, gracias a la gigantesca empresa del Marqués de la Ensenada³. Varios autores, aparte de los que se han propuesto analizar una u otra de estas fuentes, han intentado un aprovechamiento comparativo de ambas⁴. Nuestro propósito es plantear los problemas metodológicos de esta comparación y esbozar la dinámica de larga duración de un sistema agrario. Con este fin, el análisis de un caso regional puede presentar un interés general, aunque —claro está— no se puedan generalizar sus conclusiones.

El ejemplo de la Bureba presenta unas ventajas evidentes. Se trata de una comarca perfectamente definida en su doble dimensión histórica y geográfica: la Merindad medieval —luego partido— de Bureba coincide aproximadamente con la depresión intermediaria abierta entre el borde de la Meseta y el valle del Ebro. Región marginal, pues, con respecto a la Meseta,

¹ Se conocen las publicaciones escrupulosas de Carmelo VIÑAS Y MEY y Ramón PAZ, *Relaciones de los pueblos de España ordenadas por Felipe II*, C.S.I.C., Madrid, 1950-1972. Estos documentos han servido de base para distintos estudios, los más notables los de Noël SALOMON, *La campagne de Nouvelle-Castille à la fin du XVI^e siècle*, París, 1964, y José GENTIL DA SILVA, *En Espagne, développement économique, subsistance, déclin*, París, 1965.

² Avances importantes son los trabajos de Bartolomé BENNASSAR, *Valladolid au siècle d'or*, París, 1967 (cf. pp. 95-119) y Jean-Paul LE FLEM, "Cáceres, Plasencia y Trujillo", *Cuad. hist. de España*, Buenos Aires, 1967.

³ Hay que recordar por lo menos el libro del descubridor del Catastro, Antonio MATILLA TASCON, *La única contribución y el Catastro del Marqués de la Ensenada*, Madrid, 1947.

⁴ Hasta ahora, se trata sobre todo de geógrafos; hay que citar por lo menos a Angel CABO ALONSO, con sus estudios sobre la Armuña y el Campo de Sayago.